

## AVANT-PROPOS

Dans la deuxième moitié du XIV<sup>e</sup> et au cours du XV<sup>e</sup> siècle, les Etats balkaniques médiévaux, devenus victimes de l'invasion turque, perdirent leur indépendance pour plusieurs siècles. Leur territoire national fut incorporé dans l'Empire ottoman et la population fut condamnée à vivre sous une domination étrangère, dans un milieu musulman discriminant, sous le régime féodal turc. Actuellement, l'historiographie balkanique consacre une attention particulière aux recherches relatives à la période turque de l'histoire nationale. L'intérêt porté à ces recherches est dû au fait que, d'une part, l'époque de la domination ottomane dans les Balkans était étudiée jusqu'alors d'une façon insuffisante et, d'autre part, que les sources d'archives turques, publiées ces temps derniers, offrent des vues nouvelles et plus larges, notamment sur les conditions économiques et sociales dans les pays occupés par les Turcs. Toutefois il est certain qu'il faudra encore bien des années avant qu'il soit possible de présenter un tableau d'ensemble satisfaisant de l'histoire des peuples balkaniques à l'époque mentionnée. Cela suppose, en effet, un élargissement notable de la base heuristique dans les fonds d'archives turcs, un examen approfondi d'un grand nombre de documents turcs de toute sorte, un traitement préalable d'une série de problèmes importants susceptibles d'être étudiés sérieusement seulement avec le concours des matériaux d'archives en question, et enfin, une coordination indispensable des recherches faites par les historiens et les turcologues balkaniques.

La position et le rôle de l'Eglise orthodoxe dans l'Empire ottoman, c.-à-d. dans un Etat dont la politique se conformait à l'idéologie musulmane dominante, représentent un des aspects intéressants et des plus importants de l'histoire des peuples balkaniques à l'époque de la domination ottomane. On n'ignore pas que la majeure partie de la population balkanique professe la religion chrétienne orthodoxe. Sous l'occupation turque, l'organisation de l'Eglise orthodoxe y était représentée par le patriarcat de Peć, par l'archevêché d'Ohrida (sous la juridiction duquel se trouvaient, d'une manière transitoire aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, les éparchies du patriarcat de Peć) et par le patriarcat œcuménique de Constantinople qui, à partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (1766, 1767), réussit à annexer les deux Eglises indépendantes mentionnées.

L'Eglise orthodoxe jouissait, dans l'Empire ottoman, d'une autonomie religieuse; elle devint protectrice et interprète des intérêts religieux, voire de certains droits civils de ses fidèles et, dans un milieu musulman „anational“, aida à conserver une certaine conscience nationale des fidèles appartenant à différents groupes nationaux. Cependant la gestion du patriarcat de Constantinople se trouvait aux mains de la

haute hiérarchie grecque parmi laquelle se recrutait les chefs des éparchies, ce qui occasionnait des désavantages pour le clergé et les fidèles slaves de la péninsule Balkanique en entraînant, dans la suite, des différends, polémiques, querelles entre ces derniers et le patriarcat qui aboutirent même à la rupture des relations entre l'Eglise bulgare et le patriarcat œcuménique.

Dans cette étude, on envisage d'examiner, à l'aide des documents officiels turcs, un des aspects de l'histoire de l'Eglise orthodoxe dans les pays balkaniques au temps de la domination ottomane: le système fiscal ecclésiastique appliqué dans les éparchies balkaniques, surtout bulgares, au XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La délimitation chronologique de l'étude est motivée par l'existence des documents turcs de cette époque que nous avons eus entre les mains; pour l'instant, des documents „ecclésiastiques“ turcs de date antérieure sont pratiquement inconnus.

Les impositions ecclésiastiques, prescrites par les canons ou ordonnées par l'administration centrale de l'Eglise, ainsi que diverses taxes et redevances introduites à l'occasion, sans compter des „présents“ de toute sorte offerts au clergé supérieur par les fidèles soit spontanément, soit par contrainte, constituaient pour ceux-ci des charges supplémentaires, étant donné que les habitants orthodoxes étaient déjà astreints à des impôts dus à l'Etat et à des redevances destinées aux feudataires osmanlis (au cas où il s'agissait de fidèles-*re'āyā*).

Les sources turques apportent nombre de données concernant le système fiscal de l'Eglise orthodoxe. Certes, il faut faire ressortir que ces données revêtent un caractère plutôt normatif, si bien que l'on ne doit pas les considérer comme étant susceptibles de donner une idée réelle, une image détaillée de la taxation ecclésiastique pratiquée dans les éparchies. Nul doute que la pratique fiscale ait différé souvent des „directives“ insérées dans les brevets d'investiture des prélats orthodoxes. D'ailleurs, ce sont les documents turcs eux-mêmes qui en présentent bien des preuves. Néanmoins les indications officielles fournies par ces documents doivent être analysées afin qu'elles puissent servir d'un point de départ utile, sinon indispensable, à une étude plus approfondie du système fiscal ecclésiastique qui était en vigueur, aux siècles passés, dans les différentes éparchies balkaniques — étude qui s'appuyerait, dans la mesure de la possibilité, bien sûr, sur des sources non turques de provenance locale contenant des données concrètes, prises dans la pratique.

Après avoir jeté un coup d'œil sur l'organisation de l'Eglise orthodoxe, sur son importance et son rôle dans l'Empire ottoman, nous avons donné un aperçu critique des sources historiques turques et de la littérature relatives au problème des impositions ecclésiastiques prélevées sur la population orthodoxe des pays balkaniques dominés jadis par les Osmanlis. Le texte et la traduction commentée des stipulations fiscales des bérats de métropolitite sont suivis d'un examen plus détaillé de différentes impositions ecclésiastiques, pour autant qu'elles sont mentionnées surtout dans les sources turques. Enfin, nous avons abordé la pratique fiscale exercée dans les éparchies par les représentants de l'administration diocésaine. La publication de trente neuf documents turcs doit contribuer à illustrer la matière traitée dans cette étude.

L'auteur, Prof. J. Kabrda, décédé le 27 mai 1968 à Ankara, n'avait pas la possibilité d'achever la publication de son oeuvre. C'est pourquoi Mme Dr Zdenka Veselá, CSc, travailleur scientifique de l'Institut Oriental de Prague, s'est chargée de prendre le soin des corrections et de la rédaction définitive du livre présent.

## NOTE DE TRANSCRIPTION

Les textes osmanlis ont été transcrits en caractères latins de l'alphabet turc moderne, avec l'emploi de signes diacritiques courants. (Les caractères arabes „dād“ et „zā“ ont été translittérés par *z* et *z*, d'après le système de transcription adopté par les orientalistes tchécoslovaques. Nous transcrivons, par exemple, *ramazān*, *nāzur*, etc.)

Les voyelles longues des mots empruntés à l'arabe et au persan sont surmontés d'un trait: *māl*, *mīrī*, *nūzūrāt*, *destāvīz*, etc.

En principe, en transcrivant les mots ou groupes de mots osmanlis nous avons suivi l'harmonie vocalique. Seulement le „i“ d'*izāfet* est noté comme „i“ (après la syllabe à voyelle antérieure et après une voyelle finale quelconque) ou „i“ (après la syllabe à voyelle postérieure): *resm-i nikāh*, *rūsūm-i mīriyye*, etc.